Daoud, le silence des agneaux (et des loups)

La chronique de **Sophia Aram**



ON AURAIT pu imaginer un gigantesque élan de solidarité de la part du monde littéraire et culturel français, mais visiblement, au pays des lumières tamisées par le manque de courage et de solidarité, la condamnation prononcée par la justice algérienne à l'encontre de l'écrivain Kamel Daoud émeut peu, ou du moins pas assez de ce côté de la Méditerranée.

Le verdict est pourtant d'une violence folle : trois ans de prison ferme et 5 millions de dinars algériens d'amende pour avoir refusé de se soumettre à la bien mal nommée « charte pour la paix et la réconciliation nationale ». Une vaste fumisterie inventée par un régime aux abois et dont l'intention est d'interdire aux Algériens de regarder leur histoire en face. Drôle – façon de parler –, de la part d'un régime qui exige de la France qu'elle fasse toute la lumière sur son passé colonial, tout en imposant l'amnésie générale à ses propres ressortissants.

Absurde également de prononcer cette toute première condamnation au nom d'une « réconciliation » quand les massacres de la décennie noire restent impunis et que les centaines de milliers d'Algériens assassinés sont condamnés à l'oubli. C'est, comme le dit le lauréat du prix Goncourt, ce qu'est devenue l'Algérie « sur le récit de soi, le rapport à la fiction, le rapport à la vérité. Le crime n'est pas d'avoir tué, c'est d'avoir écrit ».

Pourtant, malgré les menaces et l'acharnement du régime, le courage de Kamel Daoud reste intact. Il a su briser le silence et entamer un travail de mémoire que cette condamnation n'arrêtera pas, et nul doute qu'il ne restera rien de cette grossière tentative d'intimidation, ni du silence relatif qui l'accompagne.

En revanche, il y a quelque chose de nouveau dans cette affaire : les mensonges du gouvernement algérien trouvent des relais complaisants jusque dans l'Hexagone, tandis que ceux qui ne sont pas dupes se font discrets. À croire que les campagnes de diffamation orchestrées par Alger contre l'écrivain ont fini par laisser des traces, à moins que la dénonciation des crimes commis par les islamistes avec la complicité du régime n'ait fini par embarrasser le milieu littéraire ou pire, par passer pour de « l'islamophobie » ou du néocolonialisme.

Je me souviens qu'au moment de la sortie de « Houris » – qui lui vaut aujourd'hui cette condamnation –, Kamel Daoud avait eu cette phrase au micro de France Inter : « Ce qui se passe en France et dans le monde face à l'islamisme, c'est du remake. On voit les mêmes compromis, les mêmes dénis, les mêmes idiots utiles. On est comme des revenants derrière la vitre, on tape, on a envie de vous dire : ne faites pas cette erreur-là. » En ne soutenant pas franchement et massivement Kamel Daoud, au moment où le régime algérien le condamne au silence, on persiste dans notre erreur. On capitule face à ce qu'il désigne comme « l'industrie de l'oubli », on refuse d'entendre.

> **Les mensonges du gouvernement algérien trouvent des relais complaisants jusque dans l'Hexagone**

Au fond, cette sentence est la preuve que les mots font encore trembler les murs des palais et défrisent les barbes des islamistes. Et même si la députée Insoumise Rima Hassan osait décrire l'Algérie comme « La Mecque des libertés et des révolutions », force est de constater qu'en condamnant des écrivains pour leurs mots et pour leurs idées, et en maintenant en détention le journaliste Christophe Gleizes, le régime algérien combat la liberté d'expression en condamnant la parole d'un homme libre.

Sophia Aram est humoriste.

Le Parisien

26 avril 2026